

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2017/204819]

20 JULI 2017. — Besluit van de Regering tot vaststelling van de weekdag waarop de nieuwkomers van een taalklas in het lager onderwijs het onderwijs in een gewone school bezoeken

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 augustus 1998 betreffende de opdrachten toevertrouwd aan de inrichtende machten en aan het schoolpersoneel en houdende algemene pedagogische en organisatorische bepalingen voor de gewone en gespecialiseerde scholen, artikel 93.70, vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 26 juni 2017;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De nieuwkomers die ingeschreven zijn in een taalklas in de gewone lagere school nemen elke schooldag die op een donderdag valt, deel aan het onderwijs van de gewone lagere school waar ze ingeschreven zijn.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 3. De minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 20 juli 2017.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President

O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204855]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés suite à la dissolution de l'Office wallon des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par le décret-programme du 3 février 2005 et par le décret du 22 novembre 2007, l'article 4, modifié en dernier lieu par le Code du Développement territorial, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 7bis, inséré par le décret du 24 octobre 2013, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifié en dernier lieu par le décret du 21 juin 2012, l'article 55, § 1^{er}, modifié par les décrets des 19 septembre 2002 et du 18 décembre 2008 et l'article 83 modifié par le Code du développement territorial;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, l'article 2, modifié par le décret du 17 janvier 2008;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017;

Vu le décret du 16 février 2017 portant dissolution de l'Office wallon des déchets et modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, le Livre Ier du Code de l'Environnement et le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 confiant une mission spécifique de prise de participation en vue de l'implantation d'un réseau de centres fixes de recyclage pour déchets inertes de la construction en Région wallonne à la SA SPAQuE;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 relatif aux règles d'indemnisation par la Région wallonne des dommages causés par des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles;

- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif à l'Office wallon des déchets;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de stockage temporaire de véhicules hors d'usage d'un garage ou situées sur le site d'exploitation;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation de certaines installations de regroupement de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales relatives aux cribles et concasseurs sur chantier visés à la rubrique 45.91.02;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets visés à la rubrique 45.92.01;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'absence d'avis rendu par le Conseil d'Etat dans le délai en application de l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant la nécessité de mettre les arrêtés précités en concordance avec la dissolution de l'office wallon des déchets;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques*

Article 1^{er}. Dans l'article 27bis, b), de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992, les mots « au compte de l'Office régional des déchets » sont remplacés par les mots « au Fonds pour la gestion des déchets créée par l'article 44 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux*

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012, le 11^o est remplacé comme suit :

« 11^o administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret; ».

Art. 3. Dans les articles 32, 1^o, e), 33, 34, § 2, 35, 36, § 1^{er} à 5, 38 §§ 1^{er} et 2, 53, 56 § 1^{er}, 58, 59, 61, 64, 65, 66, 71 § 2, 2^o et 82 du même arrêté, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 et du 10 mai 2012, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 4. § 1^{er}. Dans les articles 34, § 1^{er}, 35 et 71, § 2, 8^o, du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par les mots « Département du sol et des déchets de l'Administration ».

§ 2. Dans l'article 71, § 2, 2^o, du même arrêté, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

Art. 5. Dans les articles 64 et 67 du même arrêté, les mots « le fonctionnaire dirigeant l'Office » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées*

Art. 6. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, le 10^o est remplacé par ce qui suit :

« 10^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret. ».

Art. 7. Dans les articles 14, 16, §§ 1^{er} et 2, 20 et 21 du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 8. Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « Avec l'autorisation du fonctionnaire dirigeant l'Office » sont supprimés.

Art. 9. Dans l'article 22 du même arrêté, les mots « le fonctionnaire dirigeant l'office » sont remplacés par les mots « l'administration ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux*

Art. 10. Dans les articles 19 et 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé*

Art. 11. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, le point 9 est remplacé par :

" 9. Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret ".

Art. 12. § 1^{er}. Dans l'article 2, point d), du même arrêté, les mots « selon un procédé autorisé par l'Office » sont abrogés.

§ 2. Dans les articles 14, 15 et 16, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 13. Dans l'annexe du même arrêté, aux points 4., 2^o, et 5., 4^o, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du sol et des déchets de l'Administration ».

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 confiant une mission spécifique de prise de participation en vue de l'implantation d'un réseau de centres fixes de recyclage pour déchets inertes de la construction en Région wallonne à la SA SPAQuE*

Art. 14. Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 confiant une mission spécifique de prise de participation en vue de l'implantation d'un réseau de centres fixes de recyclage pour déchets inertes de la construction en Région wallonne à la SA SPAQuE, les mots « à l'article 81.01 - titre V du budget de l'Office régional wallon des déchets » sont remplacés par les mots « au Fonds pour la gestion des déchets et, à partir de 2017, au budget général des dépenses, programme 15.15, article de base 81.01' ».

CHAPITRE VII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage*

Art. 15. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, le 10^o est remplacé par ce qui suit :

« 10^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o du décret; ».

Dans l'annexe I du même arrêté, au tableau 5, les mots « par l'Office wallon des déchets » sont supprimés.

CHAPITRE VIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique*

Art. 16. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; ».

Art. 17. Dans les articles 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et 6 du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE IX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets*

Art. 18. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o du décret; ».

Art. 19. Dans les articles 4, 5, 7, §§ 1^{er} à 4, 8, 10, alinéa 1^{er}, 11/3, alinéa 1^{er}, 11/4, alinéa 1^{er}, 11/5, alinéa 1^{er}, 11/5/1, alinéa 1^{er}, 11/6, alinéa 1^{er}, et 12, ainsi qu'à l'annexe III, du même arrêté, modifiés en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juin 2016, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 20. Dans les articles 7, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, et 8, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012, le mot « il » est chaque fois remplacé par le mot « elle ».

CHAPITRE X. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 relatif aux règles d'indemnisation par la Région wallonne des dommages causés par des déchets*

Art. 21. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 relatif aux règles d'indemnisation par la Région wallonne des dommages causés par des déchets, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o du décret; ».

Art. 22. Dans les articles 7, 8, 9 et 11 du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 23. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, § 5, alinéas 1^{er} et 2, le mot « il » est chaque fois remplacé par le mot « elle ».

CHAPITRE XI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles*

Art. 24. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles, le 10^o est remplacé par ce qui suit :

« 10^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o du décret. ».

Art. 25. Dans les articles 8, 9, 10 et 11, du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 26. Dans l'article 8, § 3, du même arrêté, le mot « il » est remplacé par le mot « elle ».

CHAPITRE XII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public*

Art. 27. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2013, les mots « au budget de l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « au budget général des dépenses, programme 15.03, article de base 41.08 en ce qui concerne les déchets ».

CHAPITRE XIII. — *Abrogation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif à l'Office wallon des déchets*

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif à l'Office wallon des déchets est abrogé.

CHAPITRE XIV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 29. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les mots « de l'Office wallon des déchets, visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets » sont remplacés par les mots « d'un département de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

Art. 30. Dans les articles 3, alinéa 1^{er}, 2^o, 9, alinéa 1^{er}, 4^o, 22bis, § 2, 1^o, et 23, alinéa 1^{er}, troisième tiret, du même arrêté, modifiés en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les mots " de l'Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

Art. 31. Dans les articles 5, alinéa 1^{er}, 2^o, 6, alinéa 1^{er}, 4^o, et 8, alinéa 1^{er}, 4^o, du même arrêté, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 décembre 2007 et 19 mai 2010, les mots " l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets*

Art. 32. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, le point 3 est remplacé comme suit :

« 3. Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret ».

Art. 33. Dans les articles 3, §§ 2, 3, 4, 5, § 2, 6, §§ 1^{er} et 2, points 1^o et 2^o, et 8, §§ 1^{er} à 5, 10, 12, et 13, §§ 2, 3, 5 et 6, du même arrêté, les mots « l'Office » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 34. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du sol et des déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

Art. 35. Dans les annexes du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'annexe II, partie 1., point 2^o, alinéa 1^{er}, les mots « selon une procédure qui sera communiquée à l'Office » sont abrogés;

2^o dans l'annexe II, partie 2., alinéa 1^{er}, les mots « selon une procédure qui sera communiquée à l'Office » sont abrogés;

3^o dans l'annexe II, partie 2., remarque infra tabulaire (4), et partie 3., remarque infra tabulaire (5), et dans l'annexe III, remarque infra tabulaire (4), le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration »;

4^o dans l'annexe II, partie 3., dernière ligne du tableau du point A, les mots « Autres paramètres (4) » sont remplacés par les mots « Autres paramètres (5) »;

5^o dans l'annexe IV, l'annexe V et l'annexe VI, dans l'indication de l'adresse de renvoi, les mots « Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « Département du sol et des déchets »;

6^o dans l'annexe V, les mots « cachet de l'Office » sont abrogés.

CHAPITRE XVI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison*

Art. 36. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison, le 13^o est abrogé.

Art. 37. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, les mots « de l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets »;

2^o dans le paragraphe 5, alinéa 2, les mots "à l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XVII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique*

Art. 38. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, le 2.16. est remplacé par ce qui suit :

« 2.16. Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. ».

Art. 39. Dans les articles 22, § 1^{er}, 3^o, 24, §§ 3 et 4, et 26, ainsi qu'à l'annexe 3, du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XVIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de stockage temporaire de véhicules hors d'usage d'un garage ou situées sur le site d'exploitation*

Art. 40. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de stockage temporaire de véhicules hors d'usage d'un garage ou situées sur le site d'exploitation, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

"1^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; ".

Art. 41. Dans les articles 15, 25, 31 et 32, du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XIX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux*

Art. 42. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

"1^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; ".

Art. 43. Dans les articles 16, 28, 35, 37, 42, alinéa 2, a), et alinéa 3, 46, 50, 55, § 4, 60, § 3, 61 et 84, du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois*

Art. 44. Dans les articles 37 et 38 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois, les mots « Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « Administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ».

CHAPITRE XXI. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois*

Art. 45. Dans les articles 38, § 1^{er}, et 39, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois, les mots « Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « Administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ».

CHAPITRE XXII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation de certaines installations de regroupement de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage*

Art. 46. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation de certaines installations de regroupement de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, le 12° est abrogé.

CHAPITRE XXIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante*

Art. 47. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante, le 12° est abrogé.

Art. 48. Dans l'article 23, 2°, du même arrêté, le mot « Office » est remplacé par les mots « Administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ».

CHAPITRE XXIV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers*

Art. 49. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers, le tiret « Office : le fonctionnaire dirigeant l'Office wallon des déchets ou son délégué; » est remplacé par le tiret « Administration : administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; ».

Art. 50. Dans les articles 47, 50 et 54 du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XXV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers*

Art. 51. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers, le tiret « Office : le fonctionnaire dirigeant l'Office wallon des déchets ou son délégué; » est remplacé par le tiret « Administration : administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; ».

Art. 52. Dans les articles 47, 50 et 54 du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XXVI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux*

Art. 53. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux, le point 6° est remplacé comme suit :

« L'Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ».

Art. 54. Dans les articles 4, § 1^{er}, 5 alinéas 1^{er} à 4, et 12, du même arrêté, les mots « l'Office » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 55. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « de l'Office et » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

Art. 56. Dans l'article 14bis du même arrêté, les mots « L'Office wallon des déchets » sont remplacés par « L'Administration ».

Art. 57. Dans l'annexe 1^{re} du même arrêté, les mots « par l'Office wallon des déchets » sont abrogés.

CHAPITRE XXVII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique*

Art. 58. Dans l'article 5, alinéas 6 et 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique, les mots « Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « Administration au sens de l'article 2, 22°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ».

CHAPITRE XXVIII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales relatives aux cribles et concasseurs sur chantier visés à la rubrique 45.91.02*

Art 59. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales relatives aux cribles et concasseurs sur chantier visés à la rubrique 45.91.02, le 1^o est abrogé.

CHAPITRE XXIX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets visés à la rubrique 45.92.01*

Art 60. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets visés à la rubrique 45.92.01, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

" 1^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996; ».

Art. 61. Dans l'article 19 du même arrêté, le mot « Office » est remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XXX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)*

Art 62. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), le 3^o est remplacé par ce qui suit :

" 3^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996; ».

Art 63. Dans les articles 14, §§ 2 à 4, et 30, § 3, du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 64. Dans l'article 23 du même arrêté, les mots « à l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. ».

CHAPITRE XXXI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées*

Art. 65. Dans les articles 36, 57 et 59 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées, les mots « l'Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XXXII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées*

Art. 66. Dans les articles 35, 56 et 58, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées, les mots « l'Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XXXIII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique*

Art 67. Dans l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique, les mots « de l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XXXIV. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2*

Art. 68. Dans l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2, les mots « à l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XXXV. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres*

Art. 69. Dans les articles 41, 42, 43, 44, 45, 56, 57, 58 et 59, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres, les mots « l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XXXVI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation*

Art. 70. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation, le 5^o est remplacé par ce qui suit :

" 5^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996; ».

Art. 71. Dans l'article 5 du même arrêté, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o l'inspecteur général du Département du Sol et des Déchets; ».

Art. 72. Dans l'article 16 du même arrêté, le mot « Office » est remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XXXVII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents*

Art. 73. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, le 6^o est remplacé par ce qui suit :

" 6 Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret; ».

Art. 74. Dans les articles 11, § 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 et § 3, 12, § 2, 13 et 14, alinéa 2, ainsi que dans l'annexe 1^{re}, au 8., du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XXXVIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets*

Art. 75. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, le 9^o est remplacé par ce qui suit :

" 9^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret; ».

Art. 76. Dans les articles 3, alinéa 1^{er}, 4, alinéa 1^{er}, 5, §§ 1^{er} et 2, 8, 11, 12, 13, alinéa 2, et 20, §§ 1^{er} et 2, du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

CHAPITRE XXXIX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1*

Art. 77. Dans l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, les mots « à l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XL. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1*

Art. 78. Dans l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, les mots « à l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE XLI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets*

Art. 79. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, le 42^o est remplacé par ce qui suit :

" 42^o Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22^o, du décret; ».

Art. 80. Dans les articles 3, §§ 1^{er} et 5, 4, § 3, 5, § 2, 6, § 1^{er}, 8, 3^o, h), 9, § 1^{er} à § 3, § 5, 12, § 1^{er} à § 4, 14, §§ 1^{er} et 2, 15, §§ 1^{er} et 3, 19, §§ 1^{er} et 2, 21, 22, § 2 à § 4, 23, § 1^{er} à § 3, 26, 27, 36, 37, 38, 41, §§ 1^{er} et 2, 48, 51, 53, § 1^{er}, 56, 57, § 3, 58, 3^o, 61, § 1^{er}, 63, § 2, 64, alinéa 1^{er}, 66, § 1^{er}, 68, § 1^{er}, 71, 77, 82, § 2, 82bis, 87, 89, §§ 1^{er} et 2, 91, § 1^{er}, 94, 96, § 2, 97, §§ 2 et 3, 101, § 1^{er}, et 102, § 1^{er}, du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Administration ».

Art. 81. Dans l'article 9, § 2, alinéas 2 et 3, § 3, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, le mot « il » est chaque fois remplacé par le mot « elle ».

Art. 82. Dans l'article 12, § 3, alinéas 2 et 3, le mot « il » est chaque fois remplacé par le mot « elle ».

Art. 83. Dans l'article 22, § 3, le mot « Il » est remplacé par le mot « Elle ».

Art. 84. Dans l'article 23, § 3, alinéa 2, le mot « Il » est remplacé par le mot « Elle ».

CHAPITRE XLII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation*

Art. 85. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o le Département du sol et des déchets : le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie; »;

b) au 13^o, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

Art. 86. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 9^o, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets »;

b) au 11^o, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

Art. 87. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets ».

Art. 88. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets »;

2° à l'alinéa 3, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets ».

Art. 89. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « à l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, première et cinquième phrases, les mots « L'Office » sont chaque fois remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets »;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, troisième et quatrième phrases, les mots « à l'Office » sont chaque fois remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets »;

5° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets »;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets »;

7° dans le paragraphe 3, première phrase, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets »;

8° dans le paragraphe 3, deuxième phrase, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets »;

9° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets »;

10° dans le paragraphe 4, alinéa 4, première phrase, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets »;

11° dans le paragraphe 4, alinéa 4, deuxième phrase, les mots « à l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets »;

12° dans le paragraphe 4, alinéa 5, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets ».

Art. 90. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « à l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets ».

Art. 91. Dans les articles 8, alinéa 3 et 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets ».

Art. 92. Dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « à l'Office » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets ».

Art. 93. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Département du Sol et des Déchets »;

2° à l'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets »;

3° à l'alinéa 4, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

CHAPITRE XLIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 94. Dans les articles 24, § 2, alinéa 2, et 28, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots « l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 95. Dans l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « à l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « au Département du Sol et des Déchets »;

3° au paragraphe 2, les mots « de l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

Art. 96. Dans l'article 57, §§ 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « de l'Office wallon des déchets » sont chaque fois remplacés par les mots « du Département du Sol et des Déchets ».

Art. 97. A l'article 58 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « à l'Office wallon des déchets » sont remplacés par « au Département du Sol et des Déchets »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « l'Office wallon des déchets » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets ».

CHAPITRE XLIV. — *Disposition finale*

Art. 98. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports
et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204855]

13. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse infolge der Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets")

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 und durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 4, zuletzt abgeändert durch das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 7bis, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, Artikel 55 § 1, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und vom 18. Dezember 2008, und Artikel 83, abgeändert durch das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, Artikel 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008;

Aufgrund des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Februar 2017 zur Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets") und zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über giftige Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Beauftragung der S.A. SPAQuE mit einer spezifischen Mission einer Beteiligung mit dem Ziel der Einrichtung eines Netzes von ortsfesten Zentren zur Wiederaufbereitung von inertem Bauschutt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlammarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. November 1998 über die Regelungen der Entschädigung durch die Wallonische Region der durch Abfälle verursachten Schäden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de Service public") als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 bezüglich des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des Déchets");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur zeitweiligen Lagerung von Altfahrzeugen einer Garage oder für die in auf dem Betriebsgelände gelegenen Anlagen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei überschreitet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei nicht überschreitet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festsetzung der sektorbezogenen Bedingungen für den Betrieb bestimmter Einrichtungen zur Zusammenstellung von infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die unter der Rubrik 45.91.02 erwähnten Siebe und Brecher auf der Baustelle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 45.92.01 erwähnten nicht sortierten Abfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55 °C bis 100 °C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3 000 Litern und unter 25 000 Litern liegt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des fehlenden Gutachtens des Staatsrats binnen der erforderlichen Frist in Anwendung von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

In Erwägung der Notwendigkeit, die oben genannten Erlasse mit der Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle in Übereinstimmung zu bringen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderung des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über giftige Abfälle*

Artikel 1 - In Artikel 27bis Buchstabe b) des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über giftige Abfälle, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992, werden die Wörter "auf das Konto des Regionalen Amtes für Abfälle" durch die Wörter "in den nach Artikel 44 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben eingerichteten Fonds für die Abfallbewirtschaftung" ersetzt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle*

Art. 2 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012 wird Ziffer 11 wie folgt ersetzt:

"11° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets;"

Art. 3 - In den Artikeln 32 Ziffer 1 Buchstabe e), 33, 34 § 2, 35, 36 §§ 1 bis 5, 38 §§ 1 und 2, 53, 56 § 1, 58, 59, 61, 64, 65, 66, 71 § 2 Ziffer 2, und 82 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 und vom 10. Mai 2012, werden die Wörter "das Amt" bzw. "des Amtes" bzw. "dem Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 4 - § 1. In den Artikeln 34 § 1, 35 und 71 § 2 Ziffer 8 desselben Erlasses werden die Wörter "des Amtes" bzw. "dem Amt" jedes Mal durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der Verwaltung" ersetzt.

§ 2. In Artikel 71 § 2 Ziffer 2 desselben Erlasses werden die Wörter "des Amtes" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 5 - In den Artikeln 64 und 67 desselben Erlasses werden die Wörter "des leitenden Beamten des Amtes" bzw. "der leitende Beamte des Amtes" jeweils durch die Wörter "der Verwaltung" bzw. "die Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL III — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle*

Art. 6 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle wird Ziffer 10 durch Folgendes ersetzt:

"10° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets."

Art. 7 - In den Artikeln 14, 16, §§ 1 und 2, 20 und 21 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" jedes Mal durch die Wörter "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden die Wörter "mit der Zustimmung des leitenden Beamten des Amtes" gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden die Wörter "der leitende Beamte des "Office"" durch die Wörter "die Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL IV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle*

Art. 10 - In den Artikeln 19 und 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle werden die Wörter "vom Amt" bzw. "dem Amt" jeweils durch die Wörter "von der Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL V — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege*

Art. 11 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege wird Punkt 9 durch das Folgende ersetzt:

"9. Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets".

Art. 12 - § 1. In Artikel 2 Punkt d) desselben Erlasses werden die Wörter "nach einem durch das Amt erlaubten Verfahren" gestrichen.

§ 2. In den Artikeln 14, 15 und 16 werden die Wörter "das Amt" bzw. "dem Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 13 - In der Anlage zu demselben Erlass, unter Punkt 4 Ziffer 2 und Punkt 5 Ziffer 4, werden die Wörter "der Dienststelle" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL VI — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Beauftragung der S.A. SPAQuE mit einer spezifischen Mission einer Beteiligung mit dem Ziel der Einrichtung eines Netzes von ortsfesten Zentren zur Wiederaufbereitung von inertem Bauschutt in der Wallonischen Region*

Art. 14 - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Beauftragung der S.A. SPAQuE mit einer spezifischen Mission einer Beteiligung mit dem Ziel der Einrichtung eines Netzes von ortsfesten Zentren zur Wiederaufbereitung von inertem Bauschutt in der Wallonischen Region werden die Wörter "zu Lasten des Artikels 81.01 - Titel V des Haushalts des O.R.W.D." durch die Wörter "zu Lasten des Fonds für die Abfallbewirtschaftung und, ab 2017, des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans, Programm 15.15, Basisartikel 81.01" ersetzt.

KAPITEL VII — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden*

Art. 15 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wird Ziffer 10 durch Folgendes ersetzt:

"10° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr.22 des Dekrets;".

In Anlage I zu demselben Erlass, Tabelle 5, werden die Wörter "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) gestrichen.

KAPITEL VIII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren*

Art. 16 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;".

Art. 17 - In den Artikeln 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, und 6 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL IX — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs*

Art. 18 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets;".

Art. 19 - In den Artikeln 4, 5, 7 §§ 1 bis 4, 8, 10 Absatz 1, 11/3 Absatz 1, 11/4 Absatz 1, 11/5 Absatz 1, 11/5/1 Absatz 1, 11/6 Absatz 1, und 12, sowie in Anlage III desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Juni 2016, werden die Wörter "das Amt" bzw. "dem Amt" bzw. "beim Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "bei der Verwaltung" ersetzt.

Art. 20 - In den Artikeln 7 § 2 Absatz 1 und § 3, und 8 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012, wird das Wort "es" jedes Mal durch das Wort "sie" ersetzt.

KAPITEL X — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. November 1998 über die Regelungen der Entschädigung durch die Wallonische Region der durch Abfälle verursachten Schäden*

Art. 21 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. November 1998 über die Regelungen der Entschädigung durch die Wallonische Region der durch Abfälle verursachten Schäden wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets;".

Art. 22 - In den Artikeln 7, 8, 9 und 11 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" bzw. "des Amtes" bzw. "dem Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 8 § 5 Absätze 1 und 2 wird das Wort "er" bzw. "es" jedes Mal durch das Wort "sie" ersetzt.

KAPITEL XI — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle*

Art. 24 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle wird Ziffer 10 durch Folgendes ersetzt:

"10° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets."

Art. 25 - In den Artikeln 8, 9, 10 und 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2001, werden die Wörter "das Amt" bzw. "dem Amt" bzw. "beim Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "bei der Verwaltung" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 8 § 3 desselben Erlasses wird das Wort "es" durch das Wort "sie" ersetzt.

KAPITEL XII — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de Service public") als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle*

Art. 27 - In Artikel 6 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de Service public") als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 2013, werden die Wörter "dem Haushaltsplan des Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) durch die Wörter "dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan, Programm 15.03, Basisartikel 41.08, was die Abfälle angeht," ersetzt.

KAPITEL XIII — *Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 bezüglich des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des Déchets")*

Art. 28 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 bezüglich des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des Déchets") wird aufgehoben.

KAPITEL XIV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

Art. 29 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, werden die Wörter "um das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle" durch die Wörter "um eine Abteilung der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 30 - In den Artikeln 3 Absatz 1 Ziffer 2, 9 Absatz 1 Ziffer 4, 22bis § 2 Ziffer 1, und 23 Absatz 1, erster Gedankenstrich, desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, werden die Wörter "des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)", "des "Office wallon des déchets"" bzw. "des Wallonischen Amtes für Abfälle" jedes Mal durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 31 - In den Artikeln 5 Absatz 1 Ziffer 2, 6 Absatz 1 Ziffer 4, und 8 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und 19. Mai 2010, werden die Wörter "das "Office wallon des déchets"" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle*

Art. 32 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle wird Punkt 3 durch Folgendes ersetzt:

"3°. Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets".

Art. 33 - In den Artikeln 3 §§ 2, 3 und 4, 5 § 2, 6 §§ 1 und 2 Punkte 1° und 2°, und 8 §§ 1 bis 5, 10, 12, und 13 §§ 2, 3, 5 und 6 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt", "des Amt(e)s" bzw. "dem Amt", "beim Amt" und "vom Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung", "der Verwaltung", "bei der Verwaltung" und "von der Verwaltung" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 35 - In den Anlagen zu demselben Erlass werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Anlage II Teil 1 Punkt 2° Absatz 1 werden die Wörter "nach einem dem Amt mitgeteilten Verfahren" gestrichen;

2° In Anlage II Teil 2 Absatz 1 werden die Wörter "nach einem dem Amt mitgeteilten Verfahren" gestrichen;

3° In Anlage II Teil 2 Tabellenfußnote (4) und Teil 3 Tabellenfußnote (5), und in Anlage III Tabellenfußnote (4) werden die Wörter "beim Amt" und "vom Amt" jeweils durch die Wörter "bei der Verwaltung" und "von der Verwaltung" ersetzt;

4° In Anlage II Teil 3, letzte Zeile der Tabelle unter Punkt A, werden die Wörter "Sonstige Parameter (4)" durch die Wörter "Sonstige Parameter (5)" ersetzt;

5° In Anlage IV, Anlage V und Anlage VI, in der Angabe der Rücksendeanschrift, werden die Wörter "Office wallon des déchets" jedes Mal durch die Wörter "Département du sol et des déchets" ersetzt;

6° In Anlage V werden die Wörter "Stempel des Amtes" gestrichen.

KAPITEL XVI — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände*

Art. 36 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände wird Ziffer 13 gestrichen.

Art. 37 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 2 werden die Wörter "des "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In § 5 Absatz 2 werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XVII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren*

Art. 38 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren wird Punkt 2.16 durch Folgendes ersetzt:

"2.16. Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

Art. 39 - In den Artikeln 22 § 1 Ziffer 3, 24 §§ 3 und 4, und 26, sowie in der Anlage desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010 werden die Wörter "das Amt" und "dem Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" und "der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XVIII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur zeitweiligen Lagerung von Altfahrzeugen einer Garage oder für die in auf dem Betriebsgelände gelegenen Anlagen*

Art. 40 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur zeitweiligen Lagerung von Altfahrzeugen einer Garage oder für die in auf dem Betriebsgelände gelegenen Anlagen wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;"

Art. 41 - In den Artikeln 15, 25, 31 und 32 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" bzw. "vom Amt" jeweils durch die Wörter "der Verwaltung" bzw. "von der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XIX — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle*

Art. 42 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;"

Art. 43 - In den Artikeln 16, 28, 35, 37, 42 Absatz 2 Buchstabe a) und Absatz 3, 46, 50, 55 § 4, 60 § 3, 61 und 84 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" bzw. "dem Amt" bzw. "vom Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "von der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XX — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei überschreitet*

Art. 44 - In den Artikeln 37 und 38 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei überschreitet werden die Wörter "des "Office wallon des Déchets"" bzw. "dem "Office wallon des Déchets"" jedes Mal durch die Wörter "der Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle" ersetzt.

KAPITEL XXI — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei nicht überschreitet*

Art. 45 - In den Artikeln 38 § 1 und 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei nicht überschreitet werden die Wörter "des "Office wallon des déchets" bzw. "dem "office wallon des déchets" jedes Mal durch die Wörter "der Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle" ersetzt.

KAPITEL XXII — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festsetzung der sektorbezogenen Bedingungen für den Betrieb bestimmter Einrichtungen zur Zusammenstellung von infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffen*

Art. 46 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festsetzung der sektorbezogenen Bedingungen für den Betrieb bestimmter Einrichtungen zur Zusammenstellung von infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffen wird Ziffer 12 gestrichen.

KAPITEL XXIII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest*

Art. 47 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest wird Ziffer 12 gestrichen.

Art. 48 - In Artikel 23 Ziffer 2 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle" ersetzt.

KAPITEL XXIV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen*

Art. 49 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen wird der Gedankenstrich "Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Stellvertreter;" durch den Gedankenstrich "Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;" ersetzt.

Art. 50 - In den Artikeln 47, 50 und 54 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" jedes Mal durch die Wörter "der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XXV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der sektorenbezogenen Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen*

Art. 51 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der sektorenbezogenen Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen wird der Gedankenstrich "Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Stellvertreter;" durch den Gedankenstrich "Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;" ersetzt.

Art. 52 - In den Artikeln 47, 50 und 54 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" jedes Mal durch die Wörter "der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XXVI — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen*

Art. 53 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen wird Ziffer 6 durch Folgendes ersetzt:

"Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle".

Art. 54 - In Artikel 4 § 1, 5 Absätze 1 bis 4, und 12 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" bzw. "dem Amt" bzw. "beim Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "bei der Verwaltung" ersetzt.

Art. 55 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter "des Amtes und" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 56 - In Artikel 14bis desselben Erlasses werden die Wörter "das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" durch die Wörter "die Verwaltung" ersetzt.

Art. 57 - In Anlage I zu demselben Erlass werden die Wörter "vom "Office wallon des déchets"" gestrichen.

KAPITEL XXVII — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren

Art. 58 - In Artikel 5 Absätze 6 und 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren werden die Wörter "bei dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" bzw. "beim "Office wallon des déchets"" durch die Wörter "bei der Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle" ersetzt.

KAPITEL XXVIII — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die unter der Rubrik 45.91.02 erwähnten Siebe und Brecher auf der Baustelle

Art. 59 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die unter der Rubrik 45.91.02 erwähnten Siebe und Brecher auf der Baustelle wird Ziffer 1 gestrichen.

KAPITEL XXIX — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 45.92.01 erwähnten nicht sortierten Abfällen

Art. 60 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 27 erwähnten nicht sortierten Abfällen wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;".

Art. 61 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden die Wörter "vom Amt" durch die Wörter "von der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XXX — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA)

Art. 62 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA) wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;".

Art. 63 - In den Artikeln 14 §§ 2 bis 4, und 30 § 3 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" bzw. "des Amtes" bzw. "dem Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XXXI — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen

Art. 65 - In den Artikeln 36, 57 und 59 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets"" jedes Mal durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XXXII — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen

Art. 66 - In den Artikeln 35, 56 und 58 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen werden die Wörter "dem "Office wallon des Déchets"" jedes Mal durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XXXIII — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren

Art. 67 - In Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XXXIV — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2

Art. 68 - In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2 werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XXXV — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55 °C bis 100 °C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3 000 Litern und unter 25 000 Litern liegt*

Art. 69 - In den Artikeln 41, 42, 43, 44, 45, 56, 57, 58 und 59 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55 °C bis 100 °C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3 000 Litern und unter 25 000 Litern liegt, werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" bzw. "dem "Office wallon des déchets"" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XXXVI — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne*

Art. 70 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

"5° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996;"

Art. 71 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° den Generalinspektor der Abteilung Boden und Abfälle;"

Art. 72 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die Wörter "des Amtes" durch die Wörter "der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XXXVII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten*

Art. 73 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten wird Ziffer 6 durch Folgendes ersetzt:

"6. Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets;"

Art. 74 - In den Artikeln 11 § 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011, und § 3, 12 § 2, 13 und 14 Absatz 2, sowie in der Anlage 1 Punkt 8, desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" bzw. "dem Amt" bzw. "vom Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "von der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XXXVIII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen*

Art. 75 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen wird Ziffer 9 durch Folgendes ersetzt:

"9° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets;"

Art. 76 - In den Artikeln 3 Absatz 1, 4 Absatz 1, 5 §§ 1 und 2, 8, 11, 12, 13 Absatz 2 und 20 §§ 1 und 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2016, werden die Wörter "das Amt" bzw. "des Amtes" bzw. "dem Amt" bzw. "vom Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "von der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XXXIX — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1*

Art. 77 - In Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1 werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XL — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorenbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1*

Art. 78 - In Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorenbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1 werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL XLI — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle*

Art. 79 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle wird Ziffer 42 durch Folgendes ersetzt:

"42° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Nr. 22 des Dekrets;"

Art. 80 - In den Artikeln 3 §§ 1 und 5, 4 § 3, 5 § 2, 6 § 1, 8 Ziffer 3 Buchstabe h), 9 §§ 1 bis 3 und § 5, 12 § 1 bis § 4, 14 §§ 1 bis 2, 15 §§ 1 und 3, 19 §§ 1 und 2, 21, 22, §§ 2 bis 4, 23 §§ 1 bis 3, 26, 27, 36, 37, 38, 41 §§ 1 und 2, 48, 51, 53 § 1, 56, 57 § 3, 58 Ziffer 3, 61 § 1, 63 § 2, 64 Absatz 1, 66 § 1, 68 § 1, 71, 77, 82 § 2, 82bis, 87, 89 §§ 1 und 2, 91 § 1, 94, 96 § 2, 97 §§ 2 und 3, 101 § 1 und 102 § 1 werden die Wörter "das Amt" bzw. "des Amtes" bzw. "dem Amt" bzw. "beim Amt" bzw. "vom Amt" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" bzw. "der Verwaltung" bzw. "bei der Verwaltung" bzw. "von der Verwaltung" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 9 § 2 Absätze 2 und 3, und § 3 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses wird das Wort "es" jedes Mal durch das Wort "sie" ersetzt.

Art. 82 - In Artikel 12 § 3 Absätze 2 und 3 werden die Wörter "es" und "das Amt" durch das Wort "sie", und das Wort "seinen" durch das Wort "ihren" ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 22 § 3 zweiter Satz wird das Wort "Das Amt" durch das Wort "Sie" ersetzt.

Art. 84 - In Artikel 23 § 3 Absatz 2 wird das Wort "Es" durch das Wort "Sie" ersetzt.

KAPITEL XLII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind*

Art. 85 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die Abteilung Boden und Abfälle: die Abteilung Boden und Abfälle der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;"

b) In Ziffer 13 werden die Wörter "des Amtes" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 86 - In Artikel 2 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Ziffer 9 werden die Wörter "vom Amt" durch die Wörter "von der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

b) In Ziffer 11 werden die Wörter "des Amtes" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 87 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In Absatz 3 werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 88 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In Absatz 3 werden die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 89 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In § 1 Absatz 2 werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

In § 1 Absatz 3, erster und fünfter Satz, werden die Wörter "Das Amt" jedes Mal durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

4° In § 1 Absatz 3, dritter und vierter Satz, werden die Wörter "dem Amt" jedes Mal durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

5° In § 1 Absatz 4 werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

6° In § 2 Absatz 2 werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

7° In § 3, erster Satz, werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

8° In § 3, zweiter Satz, werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

9° In § 4 Absatz 2 werden die Wörter "des Amtes" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

10° In § 4 Absatz 4, erster Satz, werden die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

11° In § 4 Absatz 4, zweiter Satz, werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

12° In § 4 Absatz 5 werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 90 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 4 werden die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In § 1 Absatz 5 werden die Wörter "an das Amt" durch die Wörter "an die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

3° In § 3 Absatz 1 werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

4° In § 3 Absatz 2 werden die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 91 - In den Artikeln 8 Absatz 3, und 10 § 1 Absatz 1 und § 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 92 - In Artikel 10 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 93 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1, erster Satz, werden die Wörter "Das Amt" durch die Wörter "Die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In Absatz 1, zweiter Satz, werden die Wörter "vom Amt" durch die Wörter "von der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

3° In Absatz 4 werden die Wörter "dem Amt" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

KAPITEL XLIII — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 94 - In den Artikeln 24 § 2 Absatz 2 und 28 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "das Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) und "des Office wallon des Déchets" jeweils durch die Wörter "die Verwaltung" und "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 95 - In Artikel 32 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 werden die Wörter "das Office wallon des Déchets" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In § 1 Absatz 3 werden die Wörter "an das Office wallon des Déchets" durch die Wörter "an die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

3° In § 2 werden die Wörter "das "Office wallon des Déchets"" durch die Wörter "die Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 96 - In Artikel 57 §§ 1 und 2 desselben Erlasses werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets"" jedes Mal durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

Art. 97 - In Artikel 58 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 werden die Wörter "dem "Office wallon des déchets"" durch die Wörter "der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt;

2° In § 2 werden die Wörter "vom "Office wallon des déchets"" durch die Wörter "von der Abteilung Boden und Abfälle" ersetzt.

KAPITEL XLIV — *Schlussbestimmung*

Art. 98 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204855]

13 JULI 2017. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene besluiten ten gevolge van de ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 en bij het decreet van 22 november 2007, artikel 4, laatst gewijzigd bij het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 7bis, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012, artikel 55, § 1, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en van 18 december 2008 en artikel 83, gewijzigd bij het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, artikel 2, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008;

Gelet op het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het decreet van 16 februari 2017 houdende ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) en tot wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, Boek I van het Milieuwetboek en het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 waarbij de S.A. SPAQuE wordt belast met een specifieke deelnemingsopdracht i.v.m. de aanleg van een net van vaste centra voor de recyclage van inerte bouwafval in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 betreffende de voorwaarden waaronder het Waalse Gewest vergoedingen verleent voor schade die door afvalstoffen wordt aangericht;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 betreffende de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de tijdelijke inzameling van afgedankte voertuigen van een garage of die op de bedrijfsite gelegen zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de inzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de inzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over meer dan drie werkkuilen of hefbruggen beschikken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over 3 of minder dan 3 werkkuilen of hefbruggen beschikken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake de exploitatie van bepaalde installaties voor de inzameling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende integrale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale voorwaarden i.v.m. zeef- en breekmachines op werf bedoeld in rubriek 45.91.02;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet-gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlamptpunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de biomethaniseringsinstallaties bedoeld in rubriek 90.23.15 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het uitblijven van advies van de Raad van State binnen de termijn, overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de noodzaak om de hierboven vermelde besluiten in overeenstemming te brengen met de ontbinding van de "office wallon des déchets";

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging in het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval

Artikel 1. In artikel 27bis, b), van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992, worden de woorden "op de rekening van de "Office Régional des déchets" vervangen door de woorden "aan het "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds voor afvalbeheer) opgericht bij artikel 44 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012, wordt 11° vervangen als volgt:

"11° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet";

Art. 3. In de artikelen 32, 1°, e), 33, 34, § 2, 35, 36, § 1 tot 5, 38 §§ 1 en 2, 53, 56 § 1, 58, 59, 61, 64, 65, 66, 71 § 2, 2°, en 82 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 en 10 mei 2012 wordt het woord "Office" telkens vervangen door het woord "Administratie".

Art. 4. § 1. In de artikelen 34, § 1, 35 en 71, § 2, 8°, van hetzelfde besluit worden de woorden "de "Office"" en de woorden "de Dienst" respectievelijk vervangen door de woorden "Departement Bodem en Afvalstoffen van de Administratie".

§ 2. In artikel 71, § 2, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 5. In de artikelen 64 en 67 van hetzelfde besluit worden de woorden "de leidende ambtenaar van de " Office "" vervangen door de woorden "de Administratie".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie

Art. 6. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën wordt punt 10° vervangen als volgt:

"10° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet";

Art. 7. In de artikelen 14, 16, §§ 1 en 2, 20 en 21 van hetzelfde besluit wordt het woord ""Office"" telkens vervangen door het woord "Administratie".

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde besluit vervallen de woorden " Met toestemming van de ambtenaar die de "Office" leidt en ".

Art. 9. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden "De ambtenaar die de "Office" leidt, " vervangen door de woorden "De Administratie".

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval

Art. 10. In de artikelen 19 en 21 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval wordt het woord ""Office"" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval

Art. 11. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval wordt punt 9 vervangen als volgt:

"9. Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet ".

Art. 12. § 1. In artikel 2, punt d), van hetzelfde besluit worden de woorden "volgens een door de " Office " toegelaten procédé" opgeheven.

§ 2. In de artikelen 14, 15 en 16 wordt het woord ""Office"" telkens vervangen door het woord "Administratie".

Art. 13. In de bijlage bij hetzelfde besluit worden, in de punten 4., 2°, en 5., 4°, de woorden "van de "Office"" vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Administratie".

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 waarbij de "S.A. SPAQuE" wordt belast met een specifieke deelnemingsopdracht i.v.m. de aanleg van een net van vaste centra voor de recyclage van inerte bouwafval in het Waalse Gewest

Art. 14. In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 7 waarbij de "S.A. SPAQuE" wordt belast met een specifieke deelnemingsopdracht i.v.m. de aanleg van een net van vaste centra voor de recyclage van inerte bouwafval in het Waalse Gewest worden de woorden "op artikel 81.01 - titel V van de begroting van de O.W.D.R. (Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen)" vervangen door de woorden "op het "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds voor afvalbeheer) en vanaf 2017 op het algemene uitgavenbegroting, programma 15.15, basisallocatie 81.01".

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en waterolakken verwijderd worden*

Art. 15. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, wordt punt 10° vervangen als volgt:

“10° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;”.

In bijlage I bij hetzelfde besluit, tabel 5, vervallen de woorden “door de “Office wallon des Déchets” (Waalse Dienst voor Afvalstoffen)”.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen in et besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving*

Art. 16. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving wordt punt 3° vervangen als volgt:

“3° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;”.

Art. 17. In de artikelen 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, en 6 van hetzelfde besluit wordt het woord ““Dienst”” telkens vervangen door het woord “Administratie”.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus*

Art. 18. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus, gewijzigd bij het besluit van 24 januari 2002, wordt vervangen als volgt:

“1° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;”.

Art. 19. In de artikelen 4, 5, 7, §§ 1 tot 4, 8, 10, eerste lid, 11/3, eerste lid, 11/4, eerste lid, 11/5, eerste lid, 11/5/1, eerste lid, 11/6, eerste lid, en 12, alsook in de bijlage III, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juni 2016, wordt het woord “Dienst” telkens vervangen door het woord “Administratie”.

Art. 20. In de artikelen 7, § 2, eerste lid, en § 3, en 8, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012, wordt, in de Franse versie, het woord “il” telkens vervangend oor het woord “elle”.

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 betreffende de voorwaarden waaronder het Waalse Gewest vergoedingen verleent voor schade die door afvalstoffen wordt aangericht*

Art. 21. In artikel 1 van besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 betreffende de voorwaarden waaronder het Waalse Gewest vergoedingen verleent voor schade die door afvalstoffen wordt aangericht, wordt punt 2° vervangen als volgt:

“2° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;”.

Art. 22. In de artikelen 7, 8, 9 en 11 van hetzelfde besluit wordt het woord “Dienst” telkens vervangen door het woord “Administratie”.

Art. 23. In artikel 8, § 1, vierde lid, § 5, eerste en tweede lid, wordt het woord “hij” telkens vervangen door het woord “elle”.

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen*

Art. 24. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen wordt punt 10° vervangen als volgt:

“10° Administratie : de administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet.”.

Art. 25. In de artikelen 8, 9, 10 en 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Rgering van 13 december 2001, wordt het woord “Dienst” telkens vervangen door het woord “Administratie”.

Art. 26. In artikel 8, § 3, van hetzelfde besluit wordt, in de Franse versie, het woord “il” vervangen door het woord “elle”.

HOOFDSTUK XII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het “Institut scientifique de service public” (Openbaar wetenschappelijk instituut);*

Art. 27. In artikel 6, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het “Institut scientifique de service public”, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2013, worden de woorden “van de begroting van het “ Office wallon des Déchets ” (Waalse dienst voor afvalstoffen)” vervangen door de woorden “van de algemene uitgavenbegroting, programma 15.03, basisallocatie 41.08 wat de afvalstoffen betreft”.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 betreffende de “Office wallon des déchets” (Waalse dienst voor afvalstoffen)*

Art. 28. Het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 betreffende de “Office wallon des déchets” (Waalse dienst voor afvalstoffen) wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XIV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

Art. 29. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 oktober 2009, worden de woorden “de “Office wallon des déchets” (Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen), bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen” vervangen door de woorden “een departement van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

Art. 30. In de artikelen 3, eerste lid, 2°, 9, eerste lid, 4°, 22bis, § 2, 1°, en 23, eerste lid, derde streepje, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden de woorden “van het “Office wallon des déchets”” en de woorden “van de “Office wallon des déchets” (Waalse Dienst afvalstoffen)” respectievelijk vervangen door de woorden “van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

Art. 31. In de artikelen 5, eerste lid, 2°, 6, eerste lid, 4° en 8, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007 en 19 mei 2010, worden de woorden "het "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen)", "het "Office wallon des déchets"" en "de " Office wallon des déchets"" respectievelijk vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst".

HOOFDSTUK XV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt

Art. 32. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, wordt punt 3 vervangen als volgt:

"3. Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet ".

Art. 33. In de artikelen 3, §§ 2, 3, 4, 5, § 2, 6, §§ 1 en 2, punten 1° en 2°, en 8, §§ 1 tot 5, 10, 12 en 13, §§ 2, 3, 5 en 6, van hetzelfde besluit worden de woorden "de dienst" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 34. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "de dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 35. In de bijlagen bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in bijlage II, deel 1., punt 2°, eerste lid, worden de woorden "volgens een aan de Dienst mede te delen procedure" opgeheven;

2° in bijlage II, deel 2., eerste lid, worden de woorden "volgens een aan de Dienst mede te delen procedure" opgeheven;

3° in bijlage II, deel 2., opmerking onder de tabel (4), en deel 3., opmerking onder de tabel (5), en in bijlage III, opmerking onder de tabel (4), wordt het woord "Dienst" vervangen door het woord "Administratie";

4° in bijlage II, deel 3., laatste lijn van de tabel van punt A, worden de woorden "Andere parameters (4)" vervangen door de woorden "Andere parameters (5)";

5° in bijlage IV, bijlage V en bijlage VI, worden, in het adres voor het opsturen van de documenten, de woorden "Office wallon des déchets" telkens vervangen door de woorden "Département du sol et des déchets";

6° in bijlage V worden de woorden "Stempel dienst" opgeheven.

HOOFDSTUK XVI. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen

Art. 36. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen wordt punt 13° opgeheven.

Art. 37. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2 worden de woorden "van de Waalse Dienst voor Afvalstoffen" vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in § 5, tweede lid, worden de woorden "aan de Dienst" vervangen door de woorden "aan het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst".

HOOFDSTUK XVII. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving

Art. 38. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving wordt punt 2.16. vervangen als volgt:

"2.16. Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen."

Art. 39. In artikel 22, § 1, 3°, 24, §§ 3 en 4, en 26, en in bijlage 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XVIII. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de tijdelijke inzameling van afgedankte voertuigen van een garage of die op de bedrijfssite gelegen zijn

Art. 40. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de tijdelijke inzameling van afgedankte voertuigen van een garage of die op de bedrijfssite gelegen zijn, wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;"

Art. 41. In de artikelen 15, 25, 31 en 32 van hetzelfde besluit wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XIX. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de inzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de inzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen

Art. 42. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de inzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de inzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;"

Art. 43. In de artikelen 16, 28, 35, 37, 42, tweede lid, a), en derde lid, 46, 50, 55, § 4, 60, § 3, 61 en 84, van hetzelfde besluit, wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XX. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over meer dan drie werkkuilen of hefbruggen beschikken*

Art. 44. In de artikelen 37 en 38 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over meer dan drie werkkuilen of hefbruggen beschikken, worden de woorden "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) en de woorden "Office wallon des déchets" respectievelijk vervangen door de woorden "Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen".

HOOFDSTUK XXI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over 3 of minder dan 3 werkkuilen of hefbruggen beschikken*

Art. 45. In de artikelen 38, § 1, en 39, van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over meer dan drie werkkuilen of hefbruggen beschikken, worden de woorden "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) en de woorden "Office wallon des déchets" respectievelijk vervangen door de woorden "Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen".

HOOFDSTUK XXII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake de exploitatie van bepaalde installaties voor de inzameling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden*

Art. 46. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake de exploitatie van bepaalde installaties voor de inzameling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden, wordt punt 12° opgeheven.

HOOFDSTUK XXIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest*

Art. 47. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest, wordt punt 12° opgeheven.

Art. 48. In artikel 23, 2°, van hetzelfde besluit, wordt het woord "Dienst" vervangen door de woorden "Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen".

HOOFDSTUK XXIV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende integrale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen*

Art. 49. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende integrale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen wordt het streepje " - Dienst : de leidend ambtenaar van de " Office wallon des déchets " (Waalse Afvalstoffendienst) of zijn afgevaardigde;" vervangen door het streepje " - Administratie : Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;".

Art. 50. In de artikelen 47, 50 en 54 van hetzelfde besluit wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XXV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen*

Art. 51. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen wordt het streepje " - Dienst : de leidend ambtenaar van de " Office wallon des déchets " (Waalse Afvalstoffendienst) of zijn afgevaardigde;" vervangen door het streepje " - Administratie : Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;".

Art. 52. In de artikelen 47, 50 en 54 van hetzelfde besluit wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XXVI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen*

Art. 53. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen wordt punt 6° vervangen als volgt:

"Administratie: de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen".

Art. 54. In de artikelen 4, § 1, 5, leden 1 tot 4, en 12, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Dienst" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 55. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de dienst" vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 56. In artikel 14bis van hetzelfde besluit worden de woorden "de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen)" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 57. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de woorden "door de "Office wallon des déchets"" opgeheven.

HOOFDSTUK XXVII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving*

Art. 58. In artikel 5, zesde en zevende lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving worden de woorden "Office wallon des déchets " (Waalse dienst voor afvalstoffen) " en de woorden "Office wallon des déchets" respectievelijk vervangen door de woorden "Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen".

HOOFDSTUK XXVIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale voorwaarden i.v.m. zeef- en breekmachines op werf bedoeld in rubriek 45.91.02*

Art. 59. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale voorwaarden i.v.m. zeef- en breekmachines op werf bedoeld in rubriek 45.91.02 wordt punt 1° opgeheven.

HOOFDSTUK XXIX. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet-gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01*

Art. 60. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet-gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01 wordt punt 1° vervangen als volgt:

“1° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;”.

Art. 61. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het woord “Dienst” vervangen door het woord “Administratie”.

HOOFDSTUK XXX. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA)*

Art. 62. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA), wordt punt 3° vervangen als volgt:

“3° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;”.

Art. 63. In de artikelen 14, §§ 2 tot 4, en 30, § 3, van hetzelfde besluit wordt het woord “Office” telkens vervangen door het woord “Administratie”.

Art. 64. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden “de dienst” vervangen door de woorden “het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK XXXI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën*

Art. 65. In de artikelen 36, 57 en 59 van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën worden de woorden “de Office wallon des déchet” (Waalse Afvaldienst)” en de woorden “de “Office wallon des déchet”” respectievelijk vervangen door de woorden “het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK XXXII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën*

Art. 66. In de artikelen 35, 56 en 58 van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën worden de woorden “de “Office wallon des déchet” (Waalse Afvaldienst)” en de woorden “de Office wallon des déchet” respectievelijk vervangen door de woorden “het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK XXXIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus*

Art. 67. In artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus worden de woorden “van de “Office wallon des déchet” (Waalse afvaldienst)” vervangen door de woorden “van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK XXXIV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B2*

Art. 68. In artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B2 worden de woorden “de “Office wallon des déchet”” vervangen door de woorden “het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK XXXV. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlammpunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter*

Art. 69. In de artikelen 41, 42, 43, 44, 45, 56, 57, 58 en 59 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlammpunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter worden de woorden de “Office wallon des déchet” (Waalse dienst voor afvalstoffen)” en de woorden “de Office wallon des déchet” respectievelijk vervangen door de woorden “het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK XXXVI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen*

Art. 70. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen wordt punt 5° vervangen als volgt:

“5° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;”.

Art. 71. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen als volgt :

"1° de inspecteur-generaal van het Departement Bodem en Afvalstoffen;"

Art. 72. In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt het woord "Dienst" vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XXXVII. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten

Art. 73. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten wordt punt 6° vervangen als volgt:

"6 Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;"

Art. 74. In de artikelen 11, § 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 7 april 2011, en § 3, 12, § 2, 13 en 14, tweede lid, alsook in de bijlage 1, punt 8., van hetzelfde besluit wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XXXVIII. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen

Art. 75. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen wordt punt 9° vervangen als volgt:

"9° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;"

Art. 76. In de artikelen 3, eerste lid, 4, eerste lid, 5, §§ 1 en 2, 8, 11, 12, 13, tweede lid, en 20, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2016, wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

HOOFDSTUK XXXIX. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1

Art. 77. In artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B1 worden de woorden "de Office wallon des déchets" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst".

HOOFDSTUK XL. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1

Art. 78. In artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B1 worden de woorden "'Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen)" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst".

HOOFDSTUK XLI. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen

Art. 79. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, wordt punt 42° vervangen als volgt:

"42° Administratie : de Administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;"

Art. 80. In de artikelen 3, §§ 1 en 5, 4, § 3, 5, § 2, 6, § 1, 8, 3°, h), 9, § 1 tot § 3, § 5, 12, § 1 tot § 4, 14, §§ 1 en 2, 15, §§ 1 en 3, 19, §§ 1 en 2, 21, 22, § 2 tot § 4, 23, § 1 tot § 3, 26, 27, 36, 37, 38, 41, §§ 1 en 2, 48, 51, 53, § 1, 56, 57, § 3, 58, 3°, 61, § 1, 63, § 2, 64, eerste lid, 66, § 1, 68, § 1, 71, 77, 82, § 2, 82bis, 87, 89, §§ 1 en 2, 91, § 1, 94, 96, § 2, 97, §§ 2 en 3, 101, § 1, en 102, § 1 van hetzelfde besluit wordt het woord "Dienst" telkens vervangen door het woord "Administratie".

Art. 81. In artikel 9, § 2, tweede en derde lid, § 3, eerste en tweede lid van hetzelfde besluit, wordt het woord "hij" telkens vervangen door het woord "ze".

Art. 82. In artikel 12, § 3, tweede en derde lid, § 3, eerste en tweede lid, wordt het woord "hij" telkens vervangen door het woord "ze".

Art. 83. In artikel 22, § 3, wordt het woord "Hij" vervangen door het woord "Ze".

Art. 84. In artikel 23, § 3, tweede lid, wordt het woord "Hij" telkens vervangen door het woord "Ze".

HOOFDSTUK XLII. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

Art. 85. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° het Departement Bodem en Afvalstoffen: het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;"

b) in punt 13° worden de woorden "van de Dienst" vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 86. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 9° worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

b) in punt 11° worden de woorden "van de Dienst" vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 87. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in het derde lid worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 88. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in het derde lid worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 89. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "aan de Dienst" vervangen door de woorden "aan het Departement Bodem en Afvalstoffen";

3° in § 1, derde lid, eerste en vijfde zinnen, worden de woorden "de Dienst" en de woorden "De Dienst" respectievelijk vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

4° in § 1, derde lid, derde en vierde zinnen, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

5° in § 1, vierde lid, worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen";

6° in § 2, tweede lid, worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen";

7° in § 3, eerste zin, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

8° in § 3, tweede zin, worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen";

9° in § 4, tweede lid, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

10° in § 4, vierde lid, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

11° in § 4, vierde lid, tweede zin, worden de woorden "aan de Dienst" vervangen door de woorden "aan het Departement Bodem en Afvalstoffen";

12° in § 4, vijfde lid, worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 90. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in § 1, vijfde lid, worden de woorden "aan de Dienst" vervangen door de woorden "aan het Departement Bodem en Afvalstoffen";

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

4° in § 3, tweede lid, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 91. In de artikelen 8, derde lid, en 10, § 1, eerste lid, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 92. In artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 93. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden "De Dienst" vervangen door de woorden "Het Departement Bodem en Afvalstoffen".

2° in het eerste lid, tweede zin, worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

3° in het vierde lid worden de woorden "van de Dienst" vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen".

HOOFDSTUK XLIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de biomethaniseringsinstallaties bedoeld in rubriek 90.23.15 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 94. In de artikelen 24, § 2, tweede lid, en 28, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de biomethaniseringsinstallaties bedoeld in rubriek 90.23.15 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "de "Office wallon des Déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen)" en "de "Office wallon des Déchets" respectievelijk vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 95. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "de "Office wallon des déchets"" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in § 1, derde lid, worden de woorden "naar de "Office wallon des déchets" vervangen door de woorden "naar het Departement Bodem en Afvalstoffen";

3° in § 2 worden de woorden "de "Office wallon des déchets" vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 96. In artikel 57, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "van de "Office wallon des déchets" telkens vervangen door de woorden "van het Departement Bodem en Afvalstoffen".

Art. 97. In artikel 58 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "aan de "Office wallon des déchets"" vervangen door de woorden "aan het Departement Bodem en Afvalstoffen";

2° in § 2 worden de woorden "de "Office wallon des déchets" " vervangen door de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen".

HOOFDSTUK XLIV. — *Slotbepaling*

Art. 98. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/31234]

14 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté ministériel précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement,

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 29/05/2017 ;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 18/05/2017 ;

Vu l'avis 61.785 du Conseil d'Etat, donné le 4/08/2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'accomplissement des formalités prescrites par la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu le test genre sur la situation respective des femmes et des hommes, comme défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, réalisé le 18/01/2017,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1 Pour l'application du présent arrêté, on entend par

1° « arrêté » : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31234]

14 SEPTEMBER 2017. — Ministerieel besluit dat de soorten plastic zakken nader omschrijft die afwijken van het gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen

De Minister van Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Leefmilieu,

Gelet op, de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het beheer van afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 29/05/2017;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 18/05/2017;

Gelet op het advies 61.785 van de Raad van State, gegeven op 4/08/2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de afhandeling van de formaliteiten die voorgeschreven worden door Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gezien de gendertest van de respectieve situatie van vrouwen en mannen, zoals bepaald in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen, uitgevoerd op 18/01/2017,

Besluit :

Artikel 1. § 1 Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder

1° "besluit" : het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen.